

Commune de Mairie de Roches sur Marne

ARRÊTÉ MUNICIPAL PERMANENT RÉGLEMENTANT LE STATIONNEMENT DES CARAVANES ET CAMPING-CARS SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL

Arrêté n° 2026-002 du 02/04/2026

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE ROCHES-SUR-MARNE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2212-1 et suivants,

Vu le Code Pénal, notamment l'article 332-4-1 lequel punit le fait de s'installer en réunion sans autorisation en vue d'établir une habitation, même temporaire,

Vu le Code de la Voirie Routière, et notamment son article R 116-2,

Vu le Code Pénal et notamment ses articles 322-4-1, 322-15-1 et 322-17,

Vu la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 modifiée, relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, notamment son article 9,

Vu le schéma départemental d'accueil des gens du voyage de la Haute-Marne approuvé le 21 mars 2012 par arrêté conjoint du Préfet et du Président du Conseil Départemental,

Considérant qu'en application de ce schéma départemental d'accueil des gens du voyage, Saint-Dizier a organisé une aire de grand passage à destination des gens du voyage de 100 places et une aire d'accueil de 40 places,

Considérant que le stationnement de résidences mobiles en dehors d'aires spécialement aménagées à cet effet est source de troubles à la sécurité, tranquillité et salubrité publique (absence de dispositifs d'assainissement, de points d'eau potable...),

Considérant qu'il convient de prévenir ces risques de trouble à l'ordre public en interdisant le stationnement sur le territoire communal de toute résidence mobile,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Le stationnement des caravanes et autres résidences mobiles des gens du voyage et/ou de quelque communauté nomade ou itinérante est strictement interdit sur l'ensemble du territoire communal de Roches-sur-Marne.

ARTICLE 2 :

Les gens du voyage sont en conséquence exclusivement orientés vers les aires d'accueil organisées par Saint-Dizier.

ARTICLE 3 :

Toute occupation effectuée en violation du présent arrêté fera l'objet d'une décision préfectorale de mise en demeure de quitter les lieux.

ARTICLE 4 :

Toute occupation illégale d'un terrain public ou privé donnera lieu à des poursuites judiciaires en application des articles 322-4-1 et 322-15-1 du code pénal susvisés.

ARTICLE 5 :

Les dispositions du présent arrêté sont applicables immédiatement.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 7 :

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :


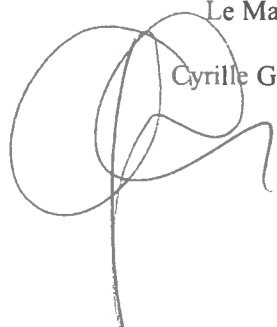
- Mme le Préfet de la Haute-Marne
- M. le commandant du groupement de la gendarmerie de Wassy

ARTICLE 8 :

Monsieur le Maire de Roches-sur-Marne, Madame le Préfet de la Haute-Marne et Monsieur le Commandant du groupement de gendarmerie de Wassy, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ROCHES SUR MARNE, Le 02/04/2026

Le Maire
Cyrille GENIN



Reçu à la Sous-Préfecture
de SAINT-DIZIER

Le - 2 AVR. 2026

